

Mondialisation et développement durable

2005

Frédéric Malaval

Mots-clés: Développement durable, géopolitique, Etats-Unis, mondialisation

Introduction conclusive

La mondialisation n'est pas une fatalité ou l'expression d'une loi naturelle irrépressible. Elle est résultat d'une conception du monde issue des pères fondateurs des Etats-Unis d'Amérique: les Pilgrim Fathers qui fuyèrent une Europe belliqueuse pendant le 16ème siècle pour construire un monde de paix en Amérique. Depuis leur triomphe politique à l'issue de la Seconde guerre mondiale, leurs héritiers appliquent cette politique dont la finalité est de créer sur terre le Paradis perdu.

Jamais, il n'y a eu si peu de morts par guerre qu'aujourd'hui. Le monde est en paix. Ceci est le résultat de la politique américaine fondée sur les interrelations commerciales dont la philosophie politique repose sur l'association de la démocratie et du capitalisme: le libéralisme. L'individualisme, pivot de la démocratie, et le développement économique comme horizon politique et moral ont une contrepartie: la crise écologique. La menace sur la civilisation libérale n'est plus exogène, mais endogène. Le concept permettant de surmonter cette menace est le Développement durable, dernier avatar de la philosophie politique dominante. Mais, le modèle civilisationnel fondé sur le développement économique n'est pas remis en question.

Le développement économique comme seul horizon politique

L'offre politique dans les pays occidentaux, pour autant qu'elle paraisse diversifiée, n'en est pas moins très homogène. Toute la classe politique s'accorde sur la nécessité de soutenir le développement économique comme panacée à tous nos maux. Un martien verrait vite que pour un libéral ou pour un socialiste, le paradigme politique de référence est le même. Le développement en est une des composantes. Quelques dixièmes de prévision de croissance en moins et l'avenir s'assombrit. Chômage, pauvreté, déficits divers, intégration, délinquance, etc. sont solubles dans le développement. De nombreuses divergences existent sur les conditions de réalisation de cette croissance et sur son usage, mais nul aujourd'hui ne la remet en question.

C'est à l'issue de la seconde guerre mondiale que l'Europe, puis le monde dans son ensemble connaît un développement économique sans précédent. Comme le rappelle Lester R. Brown (1996), il est difficile aujourd'hui de bien mesurer le simple ordre de grandeur de la croissance démographique. Les personnes nées avant 1950 auront vu durant leur vie une croissance démographique plus forte que celle des 4 millions d'années passées depuis que nos premiers ancêtres se sont tenus debout.

L'économie mondiale progresse encore plus vite. La valeur de la production totale est passée de 4 billions de dollars en 1950 à plus de 20 billions en 1995. En 10 ans, de 1985 à 1995, elle a augmenté de 4 billions de dollars, davantage que des débuts de la civilisation jusqu'en 1950. Entre 1900 et 2000, le PIB mondial a été multiplié par plus de treize en monnaie constante, alors qu'au XIX^{ème} siècle il avait été multiplié par un peu moins de sept. De 1900 à 1950, le taux de croissance moyen fut d'environ 1,5 %, ne dépassant guère celui du siècle précédent. De 1950 à nos jours, il atteint 3,3 % en moyenne malgré un ralentissement sensible à partir de 1973. Les Etats-Unis assurent 40 % du PIB des dix-sept pays capitalistes les plus avancés.

Les pays qui sont maintenant en voie d'industrialisation progressent beaucoup plus vite que par le passé, car ils peuvent tirer parti de l'expérience et de la technologie de ceux qui les ont devancés. Par exemple, la croissance économique en Extrême-Orient a été en moyenne de 8 % au cours des dernières années. Et entre 1991 et 1995 l'économie chinoise s'est développée au rythme ahurissant de 57 %, ce qui a relevé de plus de la moitié le revenu par tête de sa population.

□□□□

La Chine, Eldorado des milieux d'affaires, mais épée de Damocles pour les environnementalistes, est l'emblème des prosélytes du modèle dominant. Tous les Chinois ne partagent pas pour autant cet engouement pour le capitalisme dirigiste. Ainsi, Pan Yue, le vice-ministre chinois de l'environnement a envisagé que "le miracle sera bientôt terminé", craignant que la catastrophe écologique induite par une croissance débridée ne brise cette belle envolée (N.Obs p.47, 7-13 avril 2005).

L'émergence de la crise de l'environnement

La aussi quelques chiffres permettent de mesurer l'impact du formidable développement économique et démographique sur les ressources naturelles et l'environnement en général. Le regard de Lester Brown est nourri de scepticisme. Comme la population a doublé depuis le milieu de notre siècle et que la taille de l'économie a presque quintuplé, la demande de ressources naturelles a augmenté à un rythme phénoménal.

Depuis 1950, les besoins en céréales ont presque triplé. La consommation de produits de la mer a plus que quadruplé, l'usage de l'eau a triplé de volume, de même que la demande de viande de bœuf et de mouton. La demande de bois de chauffage a triplé, celle de bois de construction a plus que doublé et celle de papier a été multipliée par six. L'emploi des combustibles fossiles est quatre fois plus important et les émissions de carbone ont augmenté en proportion.

Cet accroissement en spirale de la demande humaine de ressources commence à dépasser la capacité des systèmes naturels de notre planète et, à l'échelle du monde, l'économie attaque les fondations sur lesquelles elle repose. Les dommages causés à l'infrastructure écologique de la terre apparaissent sous la forme de zones poissonneuses qui se vident, de niveaux hydrostatiques qui s'abaissent, de forêts dont la superficie se réduit, sous la forme d'érosion des sols et d'assèchement des lacs, de vagues de chaleur qui diminuent les récoltes et de la disparition de certaines espèces animales.

De plus, les bienfaits de cette rapide croissance mondiale n'ont pas été également répartis. Les conditions d'existence de près d'un cinquième de l'humanité sont restées pratiquement inchangées au niveau de subsistance. En conséquence, le rapport entre le revenu du cinquième le plus riche et le cinquième le plus pauvre des différents pays est passé de 30 à 1 en 1960 à 61 à 1 en 1991, ce qui a entraîné des tensions entre ceux qui se trouvent en haut de l'échelle de l'économie mondiale et ceux qui restent collés aux barreaux du bas. Cette crise de l'environnement est donc doublée d'une crise sociale car les transferts technologiques vers des pays à faible niveau de développement induisent des croissances démographiques phénoménales de personnes inintégrables dans le modèle qui a contribué à les générer. Les populations d'Afrique noire sont les premières concernées par ce constat. L'exclusion sociale devient une variable irréductible consubstantielle à un modèle reposant sur la compétitivité économique des individus et des collectivités.

La crise de l'environnement se résume par le constat de la finitude de l'écosphère, alors que les développements qu'elle supporte sont exponentiels depuis plusieurs décennies. L'effet ciseau entre le développement et les limites écosystémiques de la planète est redouté, car une fois atteint marquerait le début d'une véritable crise écologique que les deux modèles qui ont structuré le monde moderne européen et ses excroissances: le libéral, le socialiste, n'ont pas envisagé.

L'émergence du Développement durable

L'origine du concept de Développement durable se situe dans la contestation des conséquences de l'expansion économique unique dans l'histoire de l'humanité à partir des années 1950. Face à la volonté de maintenir le modèle actuel en y intégrant la dimension environnementale dans une première étape puis sociale dans une seconde, la notion de développement, assimilée à la croissance du Produit intérieur brut, s'est transformée en Développement durable.

Cette notion devenue incontournable est désormais inscrite dans les grands textes organisant nos sociétés. Ainsi, la Constitution européenne prévoit à son article I-3 alinéa 3: "L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée....". Plus proche de nous, les lois constitutionnelles du 1er mars 2005 ont adossé à la Constitution française la Charte de l'environnement dont l'art. 6 précise que: "Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social". Le développement durable est la manifestation de la volonté d'intégrer les facteurs environnementaux et sociaux dans une politique qui foncièrement ne change pas. Il est une des réponses apportées par les tenants du modèle dominant à la critique écologiste portant sur les limites de la planète à supporter ce développement.

C'est avec les travaux de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Commission Brundtland) que le terme de Développement durable, lancé en 1980, fut popularisé en 1987 puis élevé au rang de mission planétaire par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) réunie à Rio de Janeiro en 1992.

C'est un véritable bilan de l'état de la planète qui fut entrepris par ce groupe à partir des données fournies par les grands organismes internationaux comme l'International Atomic Energy Agency, l'Organisation for Economic Co-operation and development (OECD), la Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), etc. Le travail, rendu en 1987, fit l'objet d'une publication destinée au grand public éditée sous le titre "Our Common Future". Malgré l'aridité du sujet, ce livre connut un succès de librairie inattendu.

La Commission Brundtland définit le Développement durable comme celui "qui répond aux besoins des générations suivantes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs". Elle a noté que sa définition contenait deux concepts clés: les besoins, qui désignent "en particulier les besoins essentiels des populations démunies de la planète", et les limites, qui désignent "celles imposées, par l'état de la technique et l'organisation sociale, à l'aptitude de l'environnement à répondre aux besoins présents et futurs."

La définition de la Commission Brundtland ne porte donc pas seulement sur la durabilité aux différents sens du terme, mais aussi sur l'équité entre les habitants actuels de la planète et entre les générations successives. Pour la Commission Brundtland, le Développement durable associe des aspects écologiques, sociaux et économiques, mais sa mise en œuvre dépend de l'élimination des maux sociaux et économiques présents. Pour ce faire, la Commission identifie comme principaux instruments: "une croissance économique plus rapide dans les pays industriels et en développement, une plus grande liberté d'accès au marché pour les produits des pays en développement, des taux d'intérêts moins élevés, un transfert technologique accru, et une augmentation significative des flux de capitaux, aussi bien à des conditions préférentielles qu'aux conditions du marché".

Nécessité incontournable pour les uns, nouvelle utopie ou mode pour les autres, il est illusoire de tenir un propos sans la mentionner. Pourtant, pour les pionniers de l'environnement, si cette expression exprime la victoire de leurs idées, elle en constitue aussi une menace car alors que la critique écologiste portait sur un modèle civilisationnel fondé sur le développement économique, le Développement durable reprend à son compte cette ambition en lui adjoignant les préoccupations qu'ils ont exprimées. Sur ce plan, il fait l'objet d'attaques de mouvements radicaux dénonçant la mystification de la notion de développement qui, en changeant de moyen d'expression reste pour autant un développement dangereux pour l'environnement et qui menace la pérennité de nos écosystèmes avec comme issue □□□la faillite écologique. Au Développement durable, ils opposent la décroissance soutenable, c'est à dire celle qui améliore l'environnement, mais ne dégrade pas le niveau de confort des personnes. Un auteur comme Gilbert Rist (2001) a été jusqu'à souligner la dimension quasi-religieuse de la politique actuelle menée par tous les pays et tous les courants politiques en la qualifiant de "mythe du développement". Pourquoi alors tout focaliser sur le développement par lequel nos maux seraient solubles ?

Malgré quelques voix isolées, le constat est sans appel. Le modèle qui domine la planète repose sur la démocratie et le développement, piliers de la Modernité. Francis Fukuyama dans "La fin de l'Histoire", a exprimé l'idée que l'effondrement de l'Union soviétique comme système politique antagoniste au capitalisme, fut l'événement marquant la fin de l'Histoire dans la mesure où rien ne serait désormais en mesure de s'opposer à un modèle libéral à vocation universelle. Les Etats-Unis en sont la référence absolue et le garant.

Aujourd'hui, la mondialisation économique est l'ultime étape engagée par ces derniers pour étendre ce modèle à l'ensemble de la planète. Mais, en rupture avec les grilles de lecture eurasiatiques, la thèse avancée par ces lignes est que loin d'être l'expression d'une volonté dominatrice, cette politique repose sur la certitude que cette mondialisation permettra de réaliser sur terre le paradis dont les hommes ont été chassés. La mondialisation économique est l'expression d'un messianisme politique qu'un courant de l'économie politique a porté. Le but est louable: créer les conditions d'une paix durable sur terre. Comment ? En disloquant les empires et en unissant les peuples et les personnes par des liens économiques. Depuis, 1945 et la victoire des EU, ce modèle se construit.

Le Mayflower et le messianisme

En 1620, des immigrants issus de l'Angleterre, transportés par le Mayflower débarquent sur les côtes américaines. Là, en Amérique, loin d'une guerre de Trente ans qui s'achèvera en 1648 avec le Traité de Westphalie, ces réformés issus de l'élite commerçante veulent créer sur ce nouveau continent une civilisation en rupture avec l'ancien monde: l'Eurasie. Ils veulent réaliser l'ambition de l'ancien testament inscrite dans la Genèse: "Dieu bénit l'homme et lui dit 'Soyez féconds et prolifiques, remplissez la terre et dominez-la. Soumettez les poissons de la mer, les oiseaux du ciel, les bestiaux et toute bête qui remue sur la terre'".

Cette civilisation se construit contre une nature que Dieu a laissé subsister en Amérique pour permettre à ces héritiers du peuple élu de réaliser la volonté divine qu'une Eglise européenne compromise n'a pu faire. L'esprit de la Réforme est là: construire le paradis sur terre, donc s'extraire d'un monde de violence, de maladie et d'une nature hostile.

Ces réformés fuient aussi un monde dominé par l'esprit guerrier. Bourgeois et commerçants, ils refusent cette éthique guerrière qui oblige les hommes à investir le métier des armes pour exister. S'il doit y avoir une aristocratie, elle sera commerçante et non plus guerrière. La réussite ne se mesurera plus à l'aune des conquêtes ou des batailles gagnées, mais à l'enrichissement des uns et des autres. La guerre devient un moyen, pas une fin. Ils laissent en Europe ses castes guerrières qui vont continuer à guerroyer jusqu'au 8 mai 1945. Le paradis de l'Américain sera terrestre alors que pour les civilisations européennes guerrières, le paradis est dans l'au-delà. A une éthique guerrière majoritairement présente en Eurasie succède une éthique commerçante. Cette posture n'empêche pas de faire la guerre et d'utiliser la force, mais celle-ci n'est plus une fin, seulement un moyen.

Les tractations menées par Benjamin Franklin (1706 - 1790) pendant la Guerre d'indépendance sont révélateurs de cet état d'esprit. Appelant les Canadiens français à se joindre aux insurgés américains contre les Anglais, avec l'appui de la Couronne de France, B. Franklin leur propose de devenir un Etat inclus dans la fédération naissante. Ces derniers satisfaits des droits accordés par la Couronne anglaise refusent de s'engager dans ce conflit. Au lieu de faire une nouvelle guerre, B. Franklin, pratique, aurait envisagé de les acheter à la Couronne anglaise, comme James Monroe (1758 - 1831) avec la Louisiane des Français en 1803. En cela, il appliquait les bons principes d'économie coût-avantages auxquels les libéraux recourent comme outils de prise de décision. Point de vaillants combats, pas de trésors arrachés à l'ennemi, ni de sang versé pour la gloire, on se bat ou on achète, selon ce qui est moins cher. (@cette anecdote est mentionnée dans le musée Ramsay de Montréal).

L'isolement politique et l'acquisition de la puissance économique

Quelques années plus tard, la double menace d'une intervention européenne pour secourir l'Espagne menacée dans ses possessions américaines, et les progrès russes le long de la côte du Pacifique, donnent au président J. Monroe l'occasion d'affirmer les principes de sa politique. Dans son message au Congrès du 2 décembre 1823, il confirme la neutralité américaine mais en étend le champ d'application à l'ensemble du continent américain, Nord et Sud. Il rejette toute velléité d'intervention armée : « Nous ne voulons pas nous immiscer dans les querelles des puissances européennes, la neutralité nous paraît un devoir. En revanche, elles ne doivent pas intervenir aux dépens de colonies qui ont proclamé leur indépendance. Aux Européens le vieux continent, aux Américains le nouveau. ».

Dans l'esprit de la doctrine Monroe, une autre disposition est adoptée. Pour éviter qu'un Européen devienne président des Etats-Unis, une condition nécessaire pour prétendre à cette fonction est d'être né sur le territoire US. Protégé ainsi des séismes récurrents de l'Europe, l'Amérique va se concentrer sur son développement économique.

Alors qu'en 1820, le Royaume-Uni et la France dominent l'économie mondiale représentant environ 40 % du PIB des pays les plus avancés, les Etats-Unis rattrapent et dépassent ces deux puissances pendant le 19^{ème} siècle. En 1910, les 470 milliards de dollars de PIB (dollars 1990) des Etats-Unis sont à comparer aux 190 du Royaume-Uni.. L'Allemagne, à la troisième place avec 120 milliards de dollars de PIB, dépasse de peu la France.

En devenant une puissance économique, les Etats-Unis sont aussi devenus une puissance politique unie. La Guerre de sécession (1861 - 1865) qui fit environ 700.000 morts participa à cette cohésion. Recourant massivement aux dernières technologies, ces combats préfigurèrent les conflits du XX^{ème} siècle, tout en faisant passer les guerres prussiennes des années 1860 pour des combats du Moyen-âge. La conquête de l'Ouest acheva l'unité de la nation.

Le prosélytisme messianique: de 1917 à 1991

C'est conscient de sa force que l'Amérique réintègre le jeu européen pendant les deux guerres mondiales qui pour beaucoup d'historiens n'en sont qu'une. Tout en fournissant aux Alliés l'aide matérielle, militaire et morale qu'ils réclament, Thomas Woodrow WILSON (1856-1924) s'efforce de s'emparer de la direction politique de la coalition. Son programme, en quatorze points, définit les termes d'une nouvelle diplomatie. Il l'impose, en partie seulement, au cours de la conférence de la paix en 1919 et obtient la création d'une Société des Nations (S.D.N.). Celle-ci doit assurer la paix dans le monde. Au cours de cette première étape, fort de la puissance économique de son pays qui a rendu les puissances victorieuses débitrices de l'Amérique, T. W. Wilson a imposé à l'Europe un droit des nationalités. Les empires austro-hongrois et turcs disparaissent.

Mais les rancœurs européennes sont loin d'être apaisées. L'Angleterre craint une résurgence de la France. L'Allemagne rumine une défaite qu'elle n'accepte pas. La Russie sombre dans une guerre civile qui ne cessera qu'avec la fin de la Seconde guerre mondiale. L'Italie n'accède pas au statut auquel elle aspire. Tout est réuni pour prolonger un état de guerre durable. L'Amérique ne soutient ni les uns, ni les autres. A l'issue de la Conférence internationale de Locarno de 1925, l'Allemagne rejoint la Société des Nations. Le plus important de ces traités établissait le maintien du statu quo concernant les frontières franco-allemande et belgo-allemande sous la garantie de l'Angleterre et de l'Italie. Les Français sont

abandonnés par leurs anciens alliés face à une Allemagne qui a déjà commencé son réarmement.

Tout recommence en 1939.

Les Etats-Unis vont alors profiter de cette nouvelle guerre européenne pour affaiblir définitivement les belligérants. Dans une première étape, l'aide, très limitée, dispensée à la France et à la Grande Bretagne aboutit à l'effondrement de la première qui sort du jeu des grandes puissances en juin 1940. La Grande Bretagne bénéficie d'un surcroît d'aide, ainsi que la Russie soviétique jusqu'au moment où cette dernière sera certaine de sa victoire finale sur les forces de l'Axe. Pour éviter que les forces russes n'aillent jusqu'à Paris, comme Alexandre Ier le fit en 1814, les américains interviennent au cœur du continent européen en envahissant la France et une partie de l'Europe centrale. En juin 1944, les Russes étaient déjà près de la Prusse orientale et savaient la guerre gagnée. Conscients du jeu américain, ces derniers craindront une alliance entre les Alliés et les forces de l'Axe, ce qui se produisit effectivement après la capitulation de l'Allemagne nationale-socialiste.

Après la Seconde guerre mondiale, l'Amérique triomphe sur le sol européen et dans le Pacifique par sa contribution phénoménale à l'effort de guerre. Mais cet investissement est avant tout économique et industriel. Ses pertes humaines ont été relativement faibles - 350.000 morts- en comparaison des douze à trente millions (?) de Chinois, des vingt millions (?) de Soviétiques ou des 8 millions d'Allemands. Malgré l'incertitude sur le nombre des victimes, la guerre aurait fait au moins quarante millions de morts en Europe et 60 millions dans le monde. L'Europe meurt aussi de faim. Alors qu'un Américain dispose de 3000 calories par jour, un Français n'en reçoit que 1135 et un Italien, moins de 1000.

A l'issue de ce conflit planétaire qui a opposé des empires (USA, UK, URSS, Chine et France) à des Etats-nations (Allemagne, Italie, Japon), eux aussi à la recherche d'empire, le premier modèle triomphe éliminant au passage deux concurrents relégués au rang de puissances régionales: Royaume-Uni et France. Il ne reste qu'une Russie soviétique épuisée par quatre années de guerre et qui supporta largement l'effort de guerre allemand. Subissant une guerre économique et diplomatique que lui imposa les Etats-Unis, - guerre qu'elle n'avait pas les moyens de mener-, celle-ci implora en 1991. Il ne reste aujourd'hui que l'empire chinois. Les empires français et anglais ont disparu. Les vellétés allemandes, italiennes ou japonaises à en acquérir un ont échoué.

En attendant l'effondrement de l'empire russe, l'Amérique réorganise les puissances vaincues: Allemagne, Japon, Italie, France, certaine que l'Angleterre et la Russie ne disposent plus des moyens pour imposer leurs volontés. Parmi les projets de l'administration américaine: couper la France en deux comme l'Allemagne (source, R. Linster, secrétaire général de l'Union des mouvements européens de la résistance). Mais la guerre froide et l'opposition de Winston Churchill (1874 - 1965) qui ne souhaitait pas que le Royaume-Uni se retrouve seul face à la Russie soviétique aboutit à un renoncement à cette politique.

L'économie comme facteur de paix

Un autre aspect de cette politique, après avoir dépecé les empires européens, fut d'imposer son modèle par un soutien financier indispensable aux européens.

C'est en 1947 que le secrétaire d'État George C. Marshall propose un plan qui porte son nom. Annonçant que la politique américaine n'est dirigée «contre aucune doctrine ni aucun pays, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos», le gouvernement américain propose de fournir aux Européens les ressources dont ils ont besoin. Cette proposition s'adresse à tous les pays européens, y compris la Russie qui la refusera. Le 16 avril 1948 est institué l'Organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E.), dont l'une des tâches fut de distribuer l'aide prévue par le plan Marshall. En 1960, l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) lui succède.

L'autre aspect est de favoriser l'interdépendance économique des principaux facteurs de trouble en Europe par la création de la Communauté européenne Charbon-Acier (CECA) qui réunira la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

L'initiateur de cette fédération européenne fondée sur l'économie est Jean Monnet (1888-1979), haut fonctionnaire français très imprégné de culture américaine. Après avoir œuvré au sein de la S.D.N. qu'il quitte en 1923, il revint aux affaires privées et fonda notamment la Bank of America. Il participa aussi à l'organisation de l'économie de guerre des EU. C'est lui qui rédige la déclaration faite par Robert Schuman le 3 mai 1950, connue sous le nom de plan Schuman. Les idées de Jean Monnet aboutirent au plan du 9 mai 1950 dont le but fut de placer la production française et allemande de charbon et d'acier « sous une haute autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe ». Par le traité du 18 avril 1951, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.) naquit, catalyseur de ce qui deviendra l'Union européenne d'aujourd'hui. Cette dernière est donc d'inspiration américaine.

Le but de ces ensembles économiques est de créer de telles interdépendances que la guerre, d'un point de vue économique, devient une aberration, l'espérance de gain en cas de conflit étant inférieure à la certitude de perte.

La fin de la guerre froide permet l'extension du modèle à l'ensemble de la planète. Un ne joue pas le jeu: la Chine, dernier empire qui risque d'instrumentaliser sa puissance économique au profit d'un impérialisme de type eurasiatique. La prochaine cible de l'Amérique ? Ce modèle s'inspire largement d'une philosophie politique conçue en Europe: le développement donne la puissance politique et permet de dominer ces voisins.

Le support intellectuel: le libéralisme

Tout a été dit, tout a été écrit sur l'émergence et la vocation du libéralisme. C'est avant tout une doctrine économique dont le marché est la pierre angulaire. Mais c'est aussi une philosophie politique dont la liberté de l'individu est le pivot. Le marché et la démocratie en sont donc les deux piliers. Une politique libérale a donc vocation à consolider et à les développer. Mais au contraire de l'autre grand axe de l'économie politique qu'est le socialisme, création intellectuelle, le libéralisme ou capitalisme, c'est selon, étudie des phénomènes préexistants à la pensée. A ce titre il s'inscrit dans ce grand mouvement de philosophie naturelle qui s'enracine dans la pensée occidentale au 18ème siècle. La

Révolution française qui conclut le siècle des Lumières marque le début de l'ère moderne au sens large s'opposant à l'ancienne conception du monde héritée de siècles d'histoire reposant sur le prince et le prêtre. Le commerçant remplace les deux. La « souveraineté nationale » n'appartient plus au roi ; elle réside dans la volonté générale de la Nation que la démocratie révèle.

Mais là où cette doctrine va rejoindre le messianisme américain est qu'il y a dans celle-ci une volonté de réaliser un monde harmonieux, à l'image du monde des cieux, domaine de Dieu. En 1683, Isaac Newton (1642 - 1727) énonce les lois de gravitation et synthétise les résultats et réflexions de Copernic, Galilée et Kepler. en dehors des aspects purement techniques à l'origine de ce que les épistémologues qualifient de science moderne, le travail de Newton et de ses prédécesseurs impose l'idée d'un monde ordonné, harmonieux, fait à l'image et par un Dieu doté des mêmes vertus. Au contraire, le monde de hommes est fait de bruits, de cataclysmes, de guerre et de fureur. La philosophie naturelle se développe alors avec comme proposition fondamentale du paradigme qui s'élabore, l'ordre et l'harmonie. Un extrait de l'œuvre de Carl Von Linné (1707 - 1778) montre à quel point la science moderne a postulé cet ordre, indépendamment de manifestations phénoménologiques contradictoires. Dans ses Aménités académiques, Linné a écrit que "Par économie de la nature, on entend la très-sage disposition des Etres Naturels, instituée par le Souverain Créateur, selon laquelle ceux-ci tendent à des fins communes et ont des fonctions réciproques". Le concept d'économie de la nature exprime un souci théo-théléologique, qui domine toute la pensée scientifique moderne. A savoir, qu'il n'y a plus de finalisme, mais que la main du créateur a fait un monde ordonné, mais aux apparences trompeuses. La science a pour mission de dévoiler cet ordre caché. La pouvoir politique a comme mission de respecter cet ordre; donc les hiérarchies naturelles au sein des sociétés humaines et entre les sociétés humaines. Le protestantisme redonne alors vigueur à la notion de peuple élu qui doit éclairer l'humanité moins favorisée. Ce projet politique se développe aux Etats-Unis.

Toute la philosophie naturelle, qui devient science au 19ème siècle, se développe à partir de ce postulat que ce soient les sciences de la nature ou les sciences de l'homme. Rompant le pacte passé avec l'Eglise s'arrogeant la conduite des affaires humaines et laissant aux philosophes l'étude de la nature, l'économie comme philosophie peut s'épanouir. C'est une philosophie de la nature appliquée à l'homme. L'idée fondamentale est la réalisation de l'harmonie à partir d'une rupture avec l'économie du Salut de l'ère chrétienne dont la pauvreté est le gage.

Mais, force est de constater que les phénomènes observés sont rarement en accord avec cette théorie économique. La faute à qui, pas à Dieu ou à la nature, mais aux hommes, qui méconnaissent les vrais lois qui devraient conduire leurs affaires. Le libéralisme comme fondement de l'économie politique va trouver dans le marché, le moyen de réaliser cette harmonie. Deux auteurs sont incontournables pour en saisir l'esprit. Adam Smith (1723 - 1790), l'initiateur, va ouvrir le voie en s'appuyant sur les réflexions des physiocrates français qui l'ont précédé. Alfred Marshall (1842 -1924), réalisera la synthèse des réflexions des continuateurs d'A. Smith, synthèse sur laquelle s'appuie et se réfère toute l'économie moderne d'essence libérale. Mais en existe-t-il une autre qui puisse revendiquer ce statut depuis que la théorie socialiste a sombré dans le sillage de la chute de l'URSS.

L'économie naissante va avec l'œuvre d'Adam Smith intégrer les postulats de la mécanique céleste et notamment celui de l'harmonie de la nature et de la matière dont se trouve paré les hommes. Dans son œuvre principale, "Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations" publié en 1776, Adam Smith établit la doctrine du libéralisme économique. Avec ses

Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776), Adam Smith achève la conceptualisation de la doctrine du libéralisme économique. Il a comme objet d'étude la révolution industrielle anglaise qui confère à cette nation une suprématie pendant le 18ème et le 19 sur sa vieille rivale la France. L'intérêt privé est le moteur de l'économie dont la finalité est l'harmonie entre l'intérêt particulier et l'intérêt général. Il revient alors aux institutions politiques de garantir la libre concurrence des intérêts privés s'exerçant dans le cadre du marché.

La propriété, consacrée par le Code civil de 1804 en France, est le garant de la démocratie et de la liberté. Notons qu'un Français, Léon Walras (1834 - 1910) est reconnu par ses pairs comme celui qui est l'origine de la notion d'équilibre général en économie. un peu le Newton de l'économie comme Joseph A. Schumpeter (1883 - 1950) le releva. "Pour ce qui est de la théorie pure, Walras est, à mon avis, le plus grand des économistes. Son système d'équilibre économique qui réunit la qualité de la création révolutionnaire avec la qualité de la synthèse classique est la seule œuvre d'un économiste qui puisse supporter la comparaison avec la physique théorique". Il est vrai que Léon Walras couvra Newton d'éloges dans son ouvrage de référence *Éléments d'économie pure* (1874) montrant par des propos dithyrambiques que l'économie a comme référence la mécanique céleste et l'analyse mathématique.

L'apport de Marshall intéresse les spécialistes et ne nécessite pas de développement dans ces lignes. Un auteur comme Joan V. Robinson (1903 - 1983) a reproché à ce dernier une défense béate du capitalisme.

Ayant ses racines en Europe, le libéralisme, comme création intellectuelle, a trouvé en Amérique un objet d'études que l'Europe ne pouvait fournir en raison de son histoire très marquée par l'idéalisme dont le socialisme révolutionnaire fut une des productions. Les américains, quant à eux, s'approprièrent une théorie qu'ils ont pratiquée dans le prolongement des discours religieux des pères fondateurs. Et ils l'appliquent.

Le modèle US: de l'éthique guerrière à l'éthique commerçante

Pour un regard d'européen, aux impérialismes déclinants de l'Eurasie a succédé un autre impérialisme. C'est le jeu de l'histoire. Pour un américain, puisant sa vision du monde dans l'esprit des puritains, il réalise le dessein de Dieu qui lui a confié un territoire et l'énergie pour le développer et ainsi pouvoir guider l'humanité vers un monde meilleur. L'espérance messianique, fondement du judaïsme, se réalise avec les protestants américains que Dieu a élus pour conduire le monde selon des valeurs bourgeoises: le travail, la prospérité, la paix. Les producteurs doivent diriger et non plus être au service des castes guerrières: c'est l'esprit de la Révolution française dont le code civil, dont on a célébré les 200 ans en 2004 cette organise les rapports humains non plus sur la naissance ou la valeur guerrière, mais sur la propriété et les intérêts privés.

Relevons que parallèlement au modèle US fondé sur la démocratie et le capitalisme un autre modèle tentait de réaliser les mêmes buts mais par des voies différentes. L'Union soviétique a été elle aussi à la recherche de l'âge d'or, souvenir nié d'un paradis perdu dont l'homme fut chassé.

L'Amérique ne veut plus de guerre. Elle va donc imposer son modèle comme étant celui qui la limite au seul règlement d'intérêts antagonistes et non plus comme expression d'une

idéologie guerrière. Cette politique va depuis cette époque être réalisée par toutes les administrations qu'elles soient démocrates ou républicaines et de manière visible.

Le discours de Truman

Sûre de sa victoire finale malgré la singularité de la Russie soviétique, l'Amérique peut enfin annoncer son projet. Dans son discours d'investiture du 20 janvier 1949, Harry Truman (1884 - 1972) expose le plan réservé à l'Europe puis au monde dont le Plan Marshall-OCDE et la CECA-Union européenne figurent parmi les réalisations les plus abouties.

Les propos de H. Truman sont sans équivoque.

<< Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens.

Les Etats-Unis occupent parmi les nations une place prééminente quant au développement des techniques industrielles et scientifiques. Les ressources matérielles que nous pouvons nous permettre d'utiliser pour l'assistance à d'autres peuples sont limitées. Mais nos ressources en connaissances techniques - qui, physiquement, ne pèsent rien - ne cessent de croître et sont inépuisables.

Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut.

Notre but devrait être d'aider les peuples libres du monde à produire, par leurs propres efforts, plus de nourriture, plus de vêtements, plus de matériaux de construction, plus d'énergie mécanique afin d'alléger leurs fardeaux.

Nous invitons les autres pays à mettre en commun leurs ressources technologiques dans cette opération. Leurs contributions seront accueillies chaleureusement. Cela doit constituer une entreprise collective à laquelle toutes les nations collaborent à travers les Nations-Unies et ses institutions spécialisées pour autant que cela soit réalisable. Il doit s'agir d'un effort mondial pour assurer l'existence de la paix, de l'abondance et de la liberté.

Avec la collaboration des milieux d'affaires, du capital privé, de l'agriculture et du monde du travail de ce pays, ce programme pourra accroître grandement l'activité industrielle des autres nations et élever substantiellement leur niveau de vie.

Ces développements économiques nouveaux devront être conçus et contrôlés de façon à profiter aux populations des régions dans lesquelles ils seront mis en oeuvre. Les garanties accordées à l'investisseur devront être équilibrées par des garanties protégeant les intérêts de ceux dont les ressources et le travail se trouveront engagés dans ces développements.

L'ancien impérialisme - l'exploitation au service du profit étranger- n'a rien à voir avec nos intentions. Ce que nous envisageons, c'est un programme de développement fondé sur les concepts d'une négociation équitable et démocratique.

Tous les pays, y compris le nôtre, profiteront largement d'un programme constructif qui permettra de mieux utiliser les ressources humaines et naturelles du monde. L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays s'accroît au fur et à mesure de leurs progrès industriels et économiques.

Une production plus grande est la clef de la prospérité et de la paix. Et la clef d'une plus grande production, c'est une mise en oeuvre plus large et plus vigoureuse du savoir scientifique et technique moderne.

Ce n'est qu'en aidant ses membres les plus défavorisés à s'aider eux-mêmes que la famille humaine pourra réaliser la vie décente et satisfaisante à laquelle chacun a droit.

Seule la démocratie peut fournir la force vivifiante qui mobilisera les peuples du monde en vue d'une action qui leur permettra de triompher non seulement de leurs oppresseurs mais aussi de leurs ennemis de toujours: la faim, la misère et le désespoir.

C'est sur la base de ces quatre principaux trains de mesures que nous espérons contribuer à créer les conditions qui, finalement, conduiront toute l'humanité à la liberté et au bonheur personnels. >>

Conclusion

L'Amérique, puissance dominante a réussi à imposer son modèle, non pas au nom d'un nouvel impérialisme mais certaine que son modèle est le seul à garantir la paix par l'imbrication des intérêts économiques. Elle a un but: la paix mondiale par le commerce et les échanges. C'est donc le monde entier qui doit adopter ce modèle social imaginé par des puritains, il y a plus de trois siècles. Souvent raillée avec condescendance par les élites françaises ou anglaises fières de leur supériorité historique, la diplomatie américaine depuis 1917, date de son entrée sur la scène mondiale, a presque réalisé son ambition: casser les empires; éliminer l'éthique guerrière au profit d'une éthique commerçante.

Depuis 1945, mais surtout depuis 1991, s'applique un modèle politique dont l'interdépendance économique est le pivot. La mondialisation est le prolongement de cette politique volontaire. Celle-ci et le développement qui lui est associé ne sont donc pas des phénomènes naturels irrépessibles, mais le résultat de la mise en oeuvre d'une politique étayée par une conception philosophico-religieuse du monde. Le Développement durable en est la dernière version susceptible de limiter les conséquences de la crise de l'environnement et sociale comme facteurs endogènes de destabilisation du modèle libéral.

Ce n'est donc pas une fatalité contre laquelle on ne peut rien, contrairement au message des partis libéraux ou socialistes porteurs de ce projet, mais une politique dont on peut accepter ou refuser les fondements. Les grilles de lecture de l'Histoire développées en Europe sont sans

doute inadaptées à comprendre les mouvements actuels. Il est sans doute perspicace de mesurer la politique américaine à sa volonté de briser les empires eurasiatiques et de créer des structures politiques plus petites, enchâssées dans des relations économiques indissolubles. Les empires autarciques sont systématiquement détruits. Aujourd'hui, l'empire russe éclate. Il est prévisible que la Fédération de Russie subira le même sort. Demain, ce sera sans doute au tour de la Chine de subir cette politique car, après la Russie, ce sera le dernier empire de l'Eurasie.

Bibliographie

Brown Lester R., "L'état de la planète 1996", *Economica*, 1996

"Mille ans de croissance économique", *L'Histoire*, janvier 2000

Encyclopédie Universalis: Marshall (plan), Europe (histoire de l'idée européenne), Monnet J., *Libéralisme, Etats-Unis*

Fukuyama Francis, "La fin de l'histoire"

"Histoire des pensées économiques", Sirey, 1988

Kissinger Henry, "Diplomatie",

"L'empire américain", Les collections de *L'Histoire* n°7, février 2000

"Mille ans de croissance économique", *L'Histoire* n°239, janvier 2000

"Our Common Future", Oxford University Press, New-York, 1987

Rist Gilbert, "Le développement - Histoire d'une croyance occidentale", Presses de Sciences Po, novembre 2001

Tocqueville Alexis de "La Démocratie en Amérique", 1835

Vallaud Pierre, "La Seconde guerre mondiale", Ed. Acropole, 2002

Weber Max, "L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme", 1905